

La souveraineté sans libération : la réponse de l'Europe au génocide

Description

Par In'as Abdel Razek, Yara Hawari et Diana Buttu, 14 Août 2025



Introduction

Depuis octobre 2023, l'assaut d'Israël sur Gaza a provoqué l'une des crises humanitaires les plus catastrophiques de l'histoire récente, un génocide en cours facilité par les puissances mondiales et se poursuivant sans relâche malgré la solidarité mondiale qu'il a suscitée. Aux bombardements incessants et aux déplacements massifs s'ajoute une campagne de libération de famine menée par le régime israélien. La Classification internationale de la sécurité alimentaire (IPC) a confirmé que les « seuils de famine » ont déjà été franchis à Gaza, avec une faim généralisée, la malnutrition et des maladies provoquant une forte augmentation des décès évitables. Ces conditions ne sont pas accidentelles ; elles reflètent une politique israélienne coordonnée visant à tuer, déplacer et anéantir les Palestiniens.

En réponse à cette catastrophe fabriquée par Israël, plusieurs États européens ont commencé à reconnaître ou à signaler leur intention de reconnaître l'État de Palestine. Plus récemment, la France a annoncé son intention de reconnaître un État palestinien lors de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre. Le Royaume-Uni a déclaré qu'il ferait de même à moins qu'Israël ne respecte un cessez-le-feu et ne se engage dans une solution à deux États. La récente vague de reconnaissances symboliques, commencée en 2024, semble désormais être la seule mesure que de nombreuses puissances européennes sont disposées à prendre face au génocide, après près de deux ans de soutien moral, matériel et diplomatique au régime israélien ainsi qu'une impunité quasi totale.

Cette table ronde avec les analystes politiques d'Al Shabaka, Diana Buttu et In'as Abdel Razek, ainsi que la codirectrice d'Al Shabaka, Yara Hawari, pose les questions suivantes : Pourquoi maintenant ? Quels intérêts politiques ou stratégiques motivent cette vague de reconnaissance ? Et que signifie reconnaître un État palestinien sur le papier tout en laissant intactes les structures d'occupation, d'apartheid et le régime génocidaire qui les soutiennent ?

La reconnaissance d'un État palestinien est-elle une avancée significative ?

Diana Buttu

Il est essentiel de replacer la vague actuelle de reconnaissances dans un contexte historique. La campagne pour la reconnaissance de l'État palestinien n'a pas commencé en 2024 en réaction au génocide ; elle remonte à 2011. Après l'assaut israélien de 2008-2009 sur Gaza, l'Autorité palestinienne (AP) se retrouva politiquement démunie. Avec l'effondrement du cadre de négociation basé sur la solution à deux États et l'absence de processus de paix en vue, le président Mahmoud Abbas se tourna vers la scène internationale.

Privé de stratégie viable, Abbas lança la campagne de reconnaissance avec deux objectifs : soutenir l'AP, dont le rôle d'organe transitoire était depuis longtemps expiré, et projeter une pertinence politique. Exposée en tant que sous-traitant sécuritaire du régime israélien, l'AP avait un besoin urgent de légitimité. En même temps, la campagne offrait aux États européens un moyen d'éviter d'affronter Israël, une confrontation qui aurait nécessité des mesures telles que des sanctions ou des embargos.

Ce schéma a resurgi en 2024, lorsque l'Irlande, l'Espagne, la Norvège, la Slovaquie, et plus récemment la France et le Royaume-Uni, ont obtenu la reconnaissance en réponse au génocide en cours. La stratégie sert à la fois l'AP et les États européens : elle soutient une autorité discréditée tout en offrant aux puissances occidentales un moyen pratique d'éviter toute responsabilité.

Le résultat est un théâtre politique. Croire que la reconnaissance incitera une action internationale est infondé. Si le monde n'intervient pas pour arrêter un génocide, pourquoi agirait-il simplement parce qu'un État membre de l'ONU en occupe un autre ?

Inès Abdel Razek

Ce que nous observons dans la dernière vague de reconnaissances européennes n'est pas un soutien à l'autodétermination palestinienne ; c'est un soutien politique à l'AP. Par exemple, la Norvège a centré sa reconnaissance sur l'AP et son infrastructure institutionnelle. Cette redéfinition mine l'autodétermination palestinienne et ne répond même pas aux critères internationaux les plus élémentaires pour la souveraineté d'un État. Après tout, l'AP n'exerce aucun contrôle sur les frontières, l'espace aérien, les ressources naturelles ou le territoire, Israël le fait. La reconnaissance norvégienne a donc été attendue à une entité politique opérant sous contrôle israélien, d'abord en vue de la souveraineté et de la légitimité démocratique.

Pire encore, les gestes symboliques comme la reconnaissance sont souvent présentés comme des actes de courage moral alors qu'en réalité, ils servent de couverture diplomatique. Même les lobbyistes pro-Israël ont reconnu que de telles mesures ne changent rien à la réalité sur le terrain. Elles permettent aux États de paraître engagés tout en évitant leurs obligations légales d'imposer des sanctions à Israël.

Tout cela s'aligne sur la stratégie plus large d'Israël : détruire, dominer, puis pousser les Palestiniens à négocier pour des miettes selon des conditions dictées par la puissance occupante. Des accords d'Oslo des années 1990 aux mécanismes humanitaires actuels à Gaza, le régime israélien a constamment manœuvré pour contrôler l'agenda. La reconnaissance symbolique d'un État palestinien ne fait que compenser cette manipulation. L'indignation affichée par les responsables américains et israéliens face à la reconnaissance d'un État palestinien est, bien sûr, performative.

Dans ce contexte, le génocide à Gaza est accueilli non par des conséquences mais par des célébrations. L'AP s'accroche à l'optique, et les États occidentaux embrassent des gestes symboliques, tandis que les Palestiniens ne disposent ni de justice ni d'un État, seulement d'un écart croissant entre la réalité vécue et la performance internationale.

Yara Hawari

Il faut être clair sur ce qui est réellement reconnu lorsque les États déclarent soutenir à l'État de Palestine. Il ne s'agit pas d'une reconnaissance de la souveraineté mais d'une fiction diplomatique. Fondamentalement, cela codifie un récit de partition coloniale : la fragmentation de la Palestine historique en enclaves géographiques et politiques.

Ce type de reconnaissance n'est pas seulement inefficace, il est dangereux. Il renforce un cadre de partition étroite qui réduit la « Palestine » à la Cisjordanie et à Gaza et le peuple palestinien à moins de la moitié de ce que nous sommes.

Pour les États européens, la reconnaissance fonctionne comme une distraction vis-à-vis de leur complicité. Ces déclarations surviennent principalement sans sanctions, embargos sur les armes ni engagement matériel pour démanteler l'occupation ou l'apartheid. Elles agissent comme des gestes symboliques dans le domaine légal tout en protégeant Israël de toute responsabilité pour crimes de guerre et violations systématiques.

L'affirmation selon laquelle la reconnaissance permettrait accès aux forums internationaux et pourrait aider à équilibrer le terrain diplomatique est naïve et trompeuse. Les États ne sont pas égaux dans l'ordre mondial. Les États-Unis, avec leur droit de veto, garantissent qu'Israël n'est jamais tenu pour responsable. Et en tant que principal allié d'Israël, ils assurent que les Palestiniens ne négocieront jamais à parité.

Et c'est précisément le problème : nous ne sommes pas un État souverain. Nous sommes un peuple colonisé, assis et occupé, confronté au génocide à Gaza. Tout engagement politique sérieux doit commencer à partir de cette réalité, et non à partir de l'illusion d'un État qui n'existe pas. Au lieu d'arrêter le génocide et la famine forcée, largement facilités

par les mêmes États offrant la reconnaissance, on nous dit de nous concentrer sur un fantasme d'État que personne n'est prêt à concrétiser. Cette déconnexion en dit long.

Que révèle la récente vague de reconnaissances de l'État palestinien sur la manière dont les États abordent leurs responsabilités juridiques en droit international ?

Inès Abdel Razek

La plupart des gouvernements continuent d'opérer dans le cadre d'un processus de paix au Moyen-Orient. Ce cadre domine encore la manière dont la Palestine est abordée et façonne presque toutes les décisions politiques actuelles. Nous avons vu, par exemple, lors de la conférence sur la solution « deux États, coprésidée par l'Arabie saoudite et la France à l'ONU, à New York, fin juillet. Tout d'abord, l'approche reposait sur l'idée qu'il y aurait « deux parties » en conflit. Cette approche reste dominante, comme a montré récemment le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, lorsqu'il a déclaré que la seule solution viable demeurerait la solution « deux États, Israël et la Palestine vivant côte à côte dans la paix et la sécurité ».

Ce langage présente la situation comme un différend mutuel entre Égaux, en évitant la réalité de l'occupation, de l'apartheid et de l'agression unilatérale. On ne parle pas de colonisateur et de colonisé. On ne reconnaît pas un agresseur et un peuple attaqué. On ne mentionne ni l'occupation ni l'apartheid. Cette fausse équivalence n'est pas seulement trompeuse, c'est un piège politique dangereux.

Le paradigme du processus de paix doit être démantelé, et il existe déjà une clarté juridique sur ce que les États devraient faire à la place. La Cour internationale de justice (CIJ), dans ses avis consultatifs de 2004 et de 2024, propose un cadre juridique de responsabilité qui constitue une alternative au blocage politique du cadre « deux États ».

En effet, les avis de la CIJ mettent la charge de l'action sur la communauté internationale, pas seulement celle de jouer les médiateurs. Pourtant, les grandes puissances restent dans la zone de confort de la soi-disant neutralité et de la symétrie factice, protégeant Israël des conséquences et évitant la reddition de comptes. Tant que le récit du « deux États » perdurera, l'impunité israélienne continuera de s'aggraver et le génocide ne fera qu'escalader.

Diana Buttu

Ce qui est particulièrement troublant, c'est que même cette reconnaissance symbolique reste enfermée dans la logique des négociations bilatérales. Elle reste fondée sur l'idée que les Palestiniens doivent négocier chaque aspect de leur liberté, comme si la libération devait toujours être conditionnelle, graduelle et médiée par leur colonisateur. C'est cette logique qui nous

enferme encore.

Câ??est prÃ©cisÃ©ment ainsi que lâ??Europe, en particulier, a tentÃ© de se dÃ©douaner de ses responsabilitÃ©s plus profondes. Les gouvernements europÃ©ens continuent dâ??agir comme sâ??ils Ã©taient de simples observateurs neutres, comme si leurs mains Ã©taient liÃ©es. Mais ils ne sont pas neutres. Ils sont des acteurs tiers avec des obligations contraignantes, en vertu du droit international, de reconnaÃ®tre lâ??occupation pour ce quâ??elle est, de ne pas contribuer Ã sa poursuite et de travailler Ã y mettre fin. Ce sont des obligations quâ??ils choisissent dâ??ignorer.

Yara Hawari

Je prÃ©fÃ©rerais voir les Ã©tats reconnaÃ®tre le gÃ©nocide plutÃ´t que reconnaÃ®tre un Ã©tat palestinien. En droit international, la reconnaissance dâ??un gÃ©nocide entraÃ®ne des obligations claires : les Ã©tats doivent tout faire en leur pouvoir pour le prÃ©venir et y mettre fin. Je ne me fais pas dâ??illusions sur le fait quâ??ils sâ??y conformeraient, mais au moins le cadre juridique existe et la pression quâ??il engendre est rÃ©elle.

Se concentrer sur la reconnaissance dâ??un Ã©tat palestinien permet commodÃ©ment aux Ã©tats de se dÃ©rober Ã leurs responsabilitÃ©s juridiques au titre de la Convention sur le gÃ©nocide et du droit international humanitaire. Cela donne lâ??apparence dâ??une action sans la charge de consÃ©quences rÃ©elles.

Plus largement, mÃªme parmi certains alliÃ©s et dÃ©fenseurs, une Ã©nergie disproportionnÃ©e a Ã©tÃ© investie dans la reconnaissance de lâ??Ã©tat palestinien. Mais si nous devons continuer Ã nous engager dans lâ??arÃªne juridique internationale, la prioritÃ© devrait Ãªtre la reddition de comptes. La responsabilitÃ© est le seul chemin viable pour arrÃªter les horreurs qui se dÃ©roulent Ã Gaza et le seul moyen dâ??empÃªcher quâ??elles ne se reproduisent.

En outre, la reconnaissance dâ??un Ã©tat palestinien ne dÃ©courage en rien la violence future. Elle ne porte pas le poids juridique ni les consÃ©quences quâ??implique la reconnaissance quâ??un gÃ©nocide est en cours, en ce moment mÃªme, Ã Gaza.

Lâ??Europe utilise-t-elle la reconnaissance dâ??un Ã©tat palestinien pour faire avancer la normalisation arabo-israÃ©lienne ?

Yara Hawari

Nous avons rÃ©cemment vu Ã©merger un nouveau rÃ©cit : la reconnaissance dâ??un Ã©tat palestinien par lâ??Europe pourrait servir de passerelle vers la normalisation saoudienne avec IsraÃ©l. Dans cette optique, la reconnaissance ne concerne pas les droits ou la justice pour les Palestiniens,

mais devient une monnaie d'échange dans les dynamiques géopolitiques régionales. L'idée est simple : plus les États européens reconnaissent la Palestine, plus il devient facile pour l'Arabie saoudite de justifier la normalisation de ses relations avec Israël.

C'est une logique profondément transactionnelle, un marché de dupes. Comme nous l'avons déjà vu, la reconnaissance est au mieux symbolique. Elle n'offre aucune garantie aux Palestiniens en matière de fin du génocide, de démantèlement de l'occupation ou de réalisation de leurs droits inaliénables. Mais pour le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane, elle offre une couverture politique commode pour ce qu'il cherche depuis longtemps : normaliser ses relations avec Israël.

C'est ce qui rend ce moment particulièrement dangereux. L'anti-normalisation, autrefois une position régionale de principe fondée sur la compréhension qu'Israël est un régime colonial de peuplement basé sur la dépossession des Palestiniens, a été presque entièrement abandonnée au niveau étatique. Elle a été remplacée par un système de récompenses : normalisez avec Israël et vous recevrez des avantages militaires, économiques ou diplomatiques, en particulier de la part des États-Unis.

Les accords d'Abraham ont rendu cette logique explicite. Ce n'étaient pas des réalignements idéologiques, mais des accords transactionnels. Pourtant, le sentiment populaire dans la région reste largement pro-palestinien et anti-normalisation. Mais les gouvernements, eux, continuent de faire le chemin inverse.

Aujourd'hui, la reconnaissance est utilisée non pas comme un outil de justice, mais comme une couverture politique. Les reconnaissances européennes offrent aux régimes arabes, en particulier à l'Arabie saoudite, l'excuse dont ils ont besoin pour normaliser avec Israël, alors même que les Palestiniens continuent de subir génocide, famine et occupation.

Diana Buttu

Ce qui est frappant avec la normalisation, c'est que les Israéliens, dans l'ensemble, y sont indifférents. Ce n'est même plus un sujet de débat public. Même lors des accords de normalisation de 2020 dans le cadre des accords d'Abraham, cela n'a guère marqué l'opinion publique israélienne. Il n'y a pas eu d'enthousiasme, ni de débat majeur.

Après tout, ces accords n'ont produit aucun véritable engagement « de peuple à peuple ». Populairement, ils ont échoué. Et pour les États qui les ont signés, ils n'ont apporté que peu d'avantages, en dehors de contrats sécuritaires et de coopération en matière de renseignement, ce qui était probablement l'objectif principal dès le départ.

En réalité, les nouvelles sur une éventuelle normalisation avec l'Arabie saoudite ont peu d'importance pour le public israélien. Cela ne les concerne tout simplement pas. Plus le prince héritier saoudien et les dirigeants européens poussent la normalisation, d'autant plus les Palestiniens reconnaissent l'État palestinien, plus cela semble détaché des réalités populaires. Les sondages montrent que la majorité des Israéliens s'opposent à de telles démarches, non par solidarité avec les Palestiniens, mais parce que la normalisation ne leur apporte rien. Beaucoup

dâ??IsraË©liens seraient incapables de citer cinq pays arabes, et encore moins dâ??exprimer un intË©rË©t pour la rË©gion. Leur orientation culturelle et politique a depuis longtemps Æ©tË© tournË©e vers lâ??Europe, non vers le monde arabe.

En fait, nous sommes face Æ© un Æ©trange paradoxe. Les dirigeants rË©gionaux et occidentaux promeuvent avec enthousiasme la reconnaissance et la normalisation, comme si ces gestes allaient changer quelque chose de fondamental, alors que, sur le terrain, pour les Palestiniens comme pour les IsraË©liens, ils signifient trË©s peu. Pour le Premier ministre Benyamin Netanyahou et sa base en particulier, cela nâ??a aucune importance.

Et cela nous ramË©ne Æ© lâ??essentiel : la reconnaissance dâ??un Æ©tat palestinien ne concerne pas de vraies solutions ni de changements significatifs. Câ??est une question dâ??optique, un geste performatif qui donne lâ??impression dâ??agir, tout en ne faisant presque rien pour arrË©ter un gË©nocide.

InË©s Abdel Razek

Du point de vue des Æ©tats arabes, notamment ceux qui flirtent avec la normalisation, il devient de plus en plus difficile de justifier lâ??inaction. Lâ??expansion coloniale dâ??IsraË©l ne se limite pas Æ© la Palestine. Ses forces dâ??occupation intensifient leurs campagnes militaires au Liban, occupant des parties du Sud, tout en poursuivant leurs opË©rations et leur enracinement en Syrie. Lâ??annexion du plateau du Golan est progressivement normalisË©e, repoussant toujours plus loin les limites de lâ??impunitË©. La situation est de plus en plus inconfortable pour les rË©gimes arabes et perturbatrice pour les dynamiques rË©gionales, mais manifestement pas au point de provoquer de vË©ritables consË©quences.

Nous sommes loin des rË©ponses observË©es lors de la guerre dâ??Octobre 1973, lorsque lâ??Ë©gypte et la Syrie avaient lancË© une offensive militaire coordonnË©e pour reprendre les territoires occupË©s, et que les rË©gimes arabes avaient imposË© un embargo pË©trolier aux Æ©tats-Unis et Æ© leurs alliË©s pour protester contre leur soutien Æ© IsraË©l. Ce moment de pression collective semble aujourdâ??hui bien lointain. Il nâ??y a plus guË©re dâ??appË©tit pour la confrontation, seulement des gestes symboliques et une diplomatie dâ??Ë©vitement.

Tout cela se dË©roule alors quâ??IsraË©l poursuit une stratË©gie de terre brË©lË©e, dË©truisant tout sur son passage, annexant des terres et poussant les Palestiniens Æ© la limite de la survie. Dans ce contexte, mË©me le geste le plus minime, comme lâ??autorisation dâ??un seul camion dâ??aide Æ© entrer dans Gaza, est prË©sentË© comme une avancË©e majeure et un signe bienveillant qui indiquerait un avenir meilleur. Les rË©gimes arabes ont adhË©rË© Æ© cette logique.

Comme les anciens cadres tels que la Æ© paix Æ©conomique Æ© ou la Æ© reconstruction de Gaza Æ© permettaient au rË©gime israË©lien de mener ses campagnes militaires tout en sachant que les bailleurs internationaux financeraient lâ??aprË©s-guerre, aujourdâ??hui, la livraison de biens de premiË©re nË©cessitË© comme la farine et le carburant est prË©sentË©e comme une intervention stratË©gique.

Pourquoi la solution "deux États" reste-t-elle le cadre par défaut pour l'autodétermination palestinienne, et que faudrait-il pour aller au-delà ?

Yara Hawari

Une partie de la réponse réside dans le fait que la direction qui promeut cette stratégie, le cadre "deux États", la reconnaissance et la partition, n'est pas élue et ne dispose d'aucun mandat populaire. Cette direction n'a aucune légitimité réelle parmi les Palestiniens et ne nous représente pas de manière démocratique significative. C'est pourquoi il est si important, surtout en ce moment, de se demander : que signifie la souveraineté au-delà de la logique de partition et de fragmentation coloniale ? À quoi ressemble l'autodétermination si nous rejetons les limites de la « faisabilité » qui nous ont été imposées pendant des décennies ?

On nous dit encore et encore que la création d'un État palestinien et la reconnaissance internationale sont les seuls chemins viables. Pourtant, l'un reste perpétuellement hors de portée et l'autre ne représente guère plus qu'un simple geste diplomatique. Ces cadres ne nous libèrent pas ; ils nous enferment, nous diminuent et recadrent notre lutte en termes acceptables pour ceux qui veulent maintenir le statu quo, et non pour ceux qui veulent atteindre la justice.

Bien sûr, il est difficile même d'avoir ces conversations au milieu d'un génocide. À bien des égards, il semble un privilège de débattre de perspectives politiques alors que les habitants de Gaza sont bombardés, affamés et exterminés en temps réel. Mais je pense aussi que c'est précisément ce qui rend ces débats encore plus urgents.

En tant que Palestiniens, il est de notre responsabilité de poser ces questions et de les adresser directement à notre soi-disant direction. Notre souveraineté ne peut pas, et ne doit pas, être définie par des cadres construits sur notre fragmentation. Nous devons imaginer quelque chose de plus, car ce qui est offert n'est pas la libération. C'est l'enfermement.

In'as Abdel Razek

Il faut aussi reconnaître que de nombreux gouvernements occidentaux continuent de traiter Israël comme un acteur de bonne foi au sein du cadre "deux États", lui accordant généralement le bénéfice du doute malgré des preuves accablantes du contraire.

En effet, Israël continue d'être considéré comme un acteur crédible et autoritaire, malgré le fait que la tromperie constitue depuis longtemps un élément central de sa stratégie diplomatique et militaire. Que ce soit pour couvrir l'assassinat de Shireen Abu Akleh, justifier le bombardement d'hôpitaux ou attaquer la crédibilité de l'UNRWA, le régime israélien s'appuie systématiquement sur de fausses narrations pour se protéger de toute responsabilité. Ce schéma est à la fois systématique et délibéré.

Pourtant, de nombreux États occidentaux acceptent ces narrations telles quelles. Ils reçoivent souvent des documents officiels israéliens en hébreu, une langue que peu de diplomates peuvent lire, et pourtant ces informations sont reçues sans critique et présumées crédibles. Il ne s'agit pas seulement d'un biais politique ; cela reflète une vision du monde plus profonde, souvent racialement codée : Israël est perçue comme moderne, rationnel et crédible. Les Palestiniens, en revanche, sont considérés comme irrationnels, suspects ou jetables.

Tant que cette logique ne sera pas fondamentalement démantelée, rien ne changera. Tant que le régime israélien sera perçue comme agissant de bonne foi, il n'y aura pas de véritable responsabilité. Et tant que la communauté internationale ne confronta pas Israël à son modèle de tromperie et d'expansion coloniale, la justice pour les Palestiniens, et la reconnaissance de leur droit à exister et à résister, restera hors de portée.

Diana Buttu

Je me souviens qu'après les négociations d'Oslo, nous demandions souvent : pourquoi limitons-nous notre vision de la libération à un État sur seulement 22 % de notre patrie historique, un État qui exclut la majorité des Palestiniens et n'offre aucune véritable voie de retour ?

Et la réponse que l'on nous donnait, alors comme aujourd'hui, est que les colonies sont un cancer. C'était le mot : cancer. La logique voulait que pour stopper ce cancer, nous avons besoin d'un processus, n'importe quel processus, qui puisse freiner l'expansion des colonies, ralentir la colonisation et préserver la possibilité d'un État.

Cette logique imprégnait aujourd'hui la conversation sur la reconnaissance. Les diplomates insistent sur le fait que reconnaître un État palestinien est urgent, car cela pourrait aider à arrêter le cancer. La reconnaissance, soutiennent-ils, pourrait arrêter l'annexion, tracer une ligne rouge politique ou au moins geler l'expansion des colonies.

Mais nous savons que ce n'est pas vrai. La reconnaissance n'a pas arrêté le cancer. C'est un geste symbolique ponctuel, qui dépense du capital politique sans modifier l'équilibre des forces. Au final, c'est Israël qui gagne en légitimité, pas moins.

La direction palestinienne aurait pu choisir une voie différente. Elle aurait pu mener une campagne sérieuse et soutenue pour tenir le régime israélien responsable, en exigeant des sanctions, des embargos sur les armes et des mécanismes juridiques.

Oui, l'Autorité palestinienne manque de légitimité électorale, mais cela ne signifie pas qu'elle manque de capacité. La direction de l'AP aurait pu lutter pour survivre plutôt que de se rendre. Au lieu de cela, elle a choisi de mettre de côté, et parfois même de saboter, la recherche de justice.

C'est le cœur du problème : si, au milieu d'un génocide, la demande politique la plus élevée est « veuillez nous reconnaître », comment peut-on ensuite revenir exiger des sanctions ou la justice ? En acceptant que la reconnaissance symbolique soit suffisante, on mine la crédibilité de toute future demande de véritable responsabilité.

Source : [Al-Shabaka](#)

Traduction : ST pour Agence Media Palestine

date crÃ©e
2025/08/14